

S-230

~~PARTSON CORSET - 21 FEB 37~~

1946-47

S. 230

Quebec, December 23, 1946.

Mr. G.R. Paterson,  
Parisian Corset Mfg. Co. Ltd.,  
599 St. Vallier St.,  
Quebec.

Dear Sir:

The legal adviser of the Minimum Wage Commission has studied in relation with the actual labour legislation, particularly the Labour Relations Act and Ordinance No. 4 of the Minimum Wage Commission, the Collective Agreement entered into between your Company and Le Syndicat national catholique de l'industrie du corset, de Québec, September 1st, 1946, under the Professional Syndicate Act.

For your perusal and appropriate action, please find copy of the report which has been submitted to the Department of Labour following this legal analysis.

Yours very truly,

Deputy Minister of Labour

Gérard Tremblay  
V.

**LETTRE REÇUE**  
 DEC 21 1946  
 BUREAU  
 SOUS-MINISTRE  
 DU TRAVAIL

Québec, le 20 décembre 1946.

Monsieur Gérard Tremblay, Sous-ministre,  
 du Travail,  
 Hôtel du Gouvernement,  
 QUEBEC.

Monsieur,-

Ci-inclus vous trouverez une lettre reçue  
 par le Syndicat Catholique de l'Industrie du Corsèt de  
 Québec, pour rendre son contrat conforme aux exigences des  
 ordonnances no: 3 et 4.

Vous serait-il possible d'en faire parvenir  
 une copie en anglais à M. G. R. Patterson, Parisian Corset,  
 599 rue St-Vallier, Québec.

Avec l'expression de mes sentiments les  
 plus distingués, je demeure,

Votre tout dévoué,

Lucien Dorion,  
 Organisateur, Conseil Général.

BUREAU DU SOUS-MINISTRE	
Préparer références à:	
Approuver par:	
Préparer	
Attester l'expédition	
Mettre en	
Enclaves	
Mettre en	
Consulter	
Exp.	

Québec, le 26 juin 1946.

*J. H. Boudreau*  
Monsieur J. H. Boudreau, président,  
Le Syndicat National Catholique de  
l'Industrie du Corset de Québec,  
19 rue Caron,  
QUEBEC.

Cher monsieur,-

Le conseiller juridique du ministère du Travail a étudié, en regard de la législation ouvrière actuelle, la convention collective intervenue le 1er septembre 1946 en vertu de la Loi des Syndicats professionnels (S.R.Q. 1941, chapitre 162 et amendements) entre votre association et "Parisian Corset Mfg. Co, 599, rue St-Vallier, Québec.

Je vous fais parvenir, pour votre renseignement, copie du rapport qui a été soumis à la suite de cette analyse.

sentiments, Veuillez agréer l'expression de mes meilleurs

Le Sous-Ministre.

Québec, ce 25 novembre 1946.

Monsieur Gérard Tremblay, sous-ministre,  
Ministère du Travail,  
Hôtel du Gouvernement,  
QUEBEC.

Sujet: Convention collective intervenue  
entre le Syndicat national catholique  
de l'Industrie du corset de Québec et  
"Parisian Corset Mfg. Co. Ltd." 599  
rue St-Vallier, Québec.

Monsieur le sous-ministre,

Nous avons étudié ce contrat en date du 1er septembre, 1946, déposé à votre ministère sous le no: 230 le 27 juin, 1946, et à la Commission des relations ouvrières sous le No: 1076.

Nous vous soumettons les observations suivantes:

1.- L'article 9 de la convention devra être amendé pour rencontrer les exigences de l'ordonnance no: 3, révisée, de la Commission du salaire minimum.

2.- L'article 11 devrait être amendé en ce que:

(1) le paragraphe "a" du dit article stipule des taux inférieurs à l'article 9 de l'ordonnance no:4.

(2) le paragraphe "b" du dit article ne garantit pas un minimum pour les salariés travaillant à la pièce.

(3) au paragraphe "c" du dit article les parties auraient dû ajouter que les salaires y mentionnés seront assujettis aux conditions mentionnées aux articles 75- 76- 77 de l'ordonnance no: 4.

(4) au paragraphe "d" du dit article, les taux de salaires pour les aides sont inférieurs à ceux stipulés à l'article 9 de l'ordonnance no: 4

3.- La clause 14 n'est pas conforme aux exigences de l'article 15 de la Loi des relations ouvrières, C. 162-A, S.R.Q. 1941, et amendements en ce que le délai prévu dans l'avis de renouvellement est insuggestif, ce qui comporte la nullité de cette disposition de sorte qu'il s'agit d'un contrat que pour la durée d'un an, du 27 juin, 1946 au 27 juin, 1947.

Si les parties désirent lui donner un effet de renouvellement automatique, cette clause pourrait être rédigée comme suit:

" 14" The present agreement shall  
" come into force for a period  
" of twelve months from the date  
" of its deposit at the Depart-  
" ment of Labour after which  
" time it shall be renewed au-  
" tomatically from year to year,  
" unless one of the parties gives,  
" to the other, in writing,  
" forwarded as a registered letter  
" of his intentions to either modi-  
" fy or cancel the agreement. The  
" said notice must be given within  
" a delay which shall not be more  
" than ~~sixty~~ nor less than ~~thirty~~  
" days before the termination of  
" each twelve months' period".

Vu ces remarques, nous suggérons que les parties soient invitées à amender leur contrat.

Votre tout dévoué,

Philippe Rousseau, C.R.  
Conseiller Juridique.

46.47

S.230

Québec, le 23 décembre 1946.

Me Gérard Lacroix, C.R.,  
42, rue Ste-Anne,  
Québec.

Cher monsieur,

Pour faire suite à votre demande,  
je vous transmets, sous pli, l'analyse juridique du  
contrat de travail intervenu entre le Syndicat natio-  
nal catholique de l'industrie du corset de Québec et  
"Parisian Corset Mfg. Co. Ltd., 599, rue St-Valier,  
Québec.

Veillez agréer, cher Monsieur,  
l'expression de mes meilleurs sentiments.

Le sous-ministre adjoint du Travail,

J.O'Connell-Maher.  
MC.  
incl.



416.47  
S.230

**MINISTÈRE DU TRAVAIL**  
**HÔTEL DU GOUVERNEMENT**  
**QUÉBEC**

Québec, ce 26 juin 1946.

Monsieur J.H. Boudreau, président,  
Le Syndicat National Catholique de l'Industrie du Corset de Québec,  
19, rue Caron,  
Québec.

Cher monsieur,

Le conseiller juridique du ministère du Travail a étudié, en regard de la législation ouvrière actuelle, la convention collective intervenue le 1<sup>er</sup> septembre 1946 en vertu de la Loi des Syndicats professionnels (S.R.Q., 1941, chapitre 162 et amendements) entre votre association et "Parisian Corset Mfg. Co., 599, rue St-Valier, Québec.

Je vous fais parvenir, pour votre renseignement, copie du rapport qui a été soumis à la suite de cette analyse.

Veillez agréer l'expression de mes meilleurs sentiments.

Le Sous-ministre

MC.  
incl.



**MINISTÈRE DU TRAVAIL**  
**PROVINCE DE QUÉBEC**

Québec, ce 26 novembre 1946.

M E M O destiné à: Me Philippe Rousseau, conseiller juridique,  
286, rue St-Joseph  
Québec.

Sujet: Convention collective entre le Synd. nat. cathol. de  
l'Industrie du corset de Québec et "Parisian Corset Mfg. Co.,  
599, rue St-Valier, Québec

Monsieur,

J'ai bien reçu votre lettre du 25 novembre 1946 et je note vos observations concernant la convention ci-haut mentionnée et déposée à nos archives 27 juin 1946 sous le numéro 230 ; le ministère transmet une copie de votre rapport à l'association ouvrière partie à cette convention.

Sincèrement à vous,

Le sous-ministre

C  
O  
FI  
E

COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM

286 rue St-Joseph

QUEBEC

Québec, le 25 novembre 1946

Monsieur Gérard Tremblay, sous-ministre,  
Ministère du Travail,  
Hôtel du Gouvernement,  
Québec.

Sujet: Convention collective intervenue  
entre le Syndicat national catholique  
de l'industrie du corset de Québec et  
"Parisian Corset Mfg. Co. Ltd." 599  
rue St-Valier, Québec.

Monsieur le sous-ministre,

Nous avons étudié ce contrat en date du 1er septembre, 1946, déposé à votre ministère sous le no 230 le 27 juin 1946, et à la Commission des relations ouvrières sous le no 1076.

Nous vous soumettons les observations suivantes:

1. L'article 9 de la convention devra être amendé pour rencontrer les exigences de l'ordonnance no 3, révisée, de la Commission du salaire minimum.

2. L'article 11 devrait être amendé en ce que:

- (1) le paragraphe "a" dudit article stipule des taux inférieurs à l'article 9 de l'ordonnance no 4 .
- (2) le paragraphe "b" dudit article ne garantit pas un minimum pour les salariés travaillant à la pièce.
- (3) au paragraphe "c" dudit article les parties auraient dû ajouter que les salaires y mentionnés seront assujettis aux conditions mentionnées aux articles 75, 76, 77 de l'ordonnance no 4 .
- (4) au paragraphe "d" dudit article, les taux de salaires pour les aides sont inférieurs à ceux stipulés à l'article 9 de l'ordonnance no 4 .

3. La clause 14 n'est pas conforme aux exigences de l'article 15 de la Loi des relations ouvrières, c. 162-A, S.R.Q. 1941 et amendements, en ce que le délai prévu pour l'avis de renouvellement est insuffisant, ce qui comporte la nullité de cette disposition de sorte qu'il ne s'agit d'un contrat que pour la durée d'un an, du 27 juin, 1946 au 27 juin, 1947. Si les parties désirent lui donner un effet de renouvellement automatique, cette clause pourrait être rédigée comme suit:

" 14 " The present agreement shall come  
" into force for a period of twelve  
" months from the date of its deposit  
" at the Department of Labour after  
" which time it shall be renewed auto-  
" matically from year to year, unless  
" one of the parties gives, to the other,  
" in writing, forwarded as a registered letter,  
" of his intentions to either modify or cancel  
" the agreement. The said notice must be  
" given within a delay which shall not be more  
" than sixty nor less than thirty days before  
" the termination of each twelve months' period. "

Vu ces remarques, nous suggérons que les parties soient in-  
vitées à amender leur contrat.

Votre tout dévoué,

Philippe Rousseau, c.r.  
conseiller juridique

RD/MC

COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM

286, rue ST-JOSEPH

QUÉBEC

CORRESPONDANCE  
ENTRE SERVICES

Québec, ce 25 novembre, 1946

LETTRE REÇUE  
NOV 26 1946  
BUREAU  
SOUS-MINISTRE  
DU TRAVAIL

Monsieur Gérard Tremblay, sous-ministre,  
Ministère du travail,  
Hôtel du gouvernement,  
Québec.

*H-18  
H-20  
1 copie*

Sujet: Convention collective intervenue  
entre le Syndicat national catholique  
de l'Industrie du corset de Québec et  
"Parisian Corset Mfg. Co. Ltd." 599  
rue St Valier, Québec.

Monsieur le sous-ministre,

Nous avons étudié le contrat en date du 1er septembre,  
1946, déposé à votre ministère sous le no 230 le 27 juin, 1946, et  
à la Commission des relations ouvrières sous le no 1076.

Nous vous soumettons les observations suivantes:

1. L'article 9 de la convention devra être amendé pour rencontrer  
les exigences de l'ordonnance no 3, révisée, de la Commission du salai-  
re minimum.

2. L'article 11 devrait être amendé en ce que:

(1) le paragraphe "a" du dit article stipule des taux  
inférieurs à l'article 9 de l'ordonnance no 4.

(2) le paragraphe "b" du dit article ne garantit pas  
un minimum pour les salariés travaillant à la pièce.

(3) au paragraphe "c" du dit article les parties auraient  
du ajouter que les salaires y mentionnés seront assu-  
jettis aux conditions mentionnées aux articles 75, 76,  
77 de l'ordonnance no 4

(4) Au paragraphe "d" du dit article, les taux de salaires  
pour les aides sont inférieurs à ceux stipulés à l'arti-  
cle 9 de l'ordonnance no 4.

3. La clause 14 n'est pas conforme aux exigences de l'article 15 de  
la Loi des relations ouvrières, c. 162-A, S.R.Q., 1941, et amendements  
en ce que le délai prévu pour l'avis de renouvellement est insuffisant, ce  
qui comporte la nullité de cette disposition de sorte qu'il s'agit d'un  
contrat que pour la durée d'un an, du 27 juin, 1946 au 27 juin, 1947.  
Si les parties désirent lui donner un effet de renouvellement automatique,  
cette clause pourrait être rédigée comme suit:

BUREAU DU SOUS-MINISTRE  
Préparer référence à:  
Approuver de:  
Préparer:  
Attester:  
M en c:  
Frais de transport:  
M et:

COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM

286, rue ST-JOSEPH

QUÉBEC

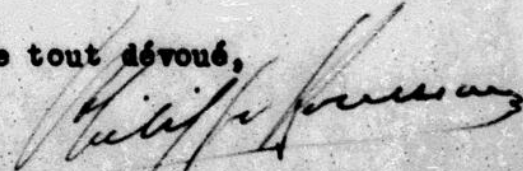
CORRESPONDANCE  
ENTRE SERVICES

- 2 -

" 14 " The present agreement shall come  
" into force for a period of twelve  
" months from the date of its deposit  
" at the Department of Labour after  
" which time it shall be renewed auto-  
" matically from year to year, unless  
" one of the parties gives, to the other,  
" in writing, forwarded as a registered letter,  
" of his intentions to either modify or cancel  
" the agreement. The said notice must be  
" given within a delay which shall not be more  
" than sixty nor less than thirty days before  
" the termination of each twelve months' period."

Vu ces remarques, nous suggérons que les parties soient in-  
vitées à amender leur contrat.

Votre tout dévoué,

  
Philippe Rousseau, c.r.  
conseiller juridique

RD/MC



46.47  
S. 230

**MINISTÈRE DU TRAVAIL**  
**PROVINCE DE QUÉBEC**

Québec, ce 26 octobre 1946

**M E M O** destiné à: M<sup>e</sup> Philippe Rousseau, conseiller juridique,  
286, rue St-Joseph,  
Québec.

Sujet: Convention collective intervenue entre le **Synd. Nat. Cathol.**  
**de l'Industrie du Corset de Québec** et **"Parisian Corset**  
**Mfg. Co. Ltd.,** "599, St-Valier, Québec.

Monsieur,

Je vous inclus une copie de cette convention conclue sous la  
Loi des Syndicats professionnels (S.R.Q., 1941, chapitre 162 et amende-  
ments) et déposée au ministère du Travail le **27 juin 1946**  
sous le numéro **230** ; je vous prie d'en faire l'étude et de me commu-  
niquer vos observations.

Le sous-ministre

**MC.**  
**incl.**

T-1172

E-17

S. 230



LETTRE REÇUE  
OCT 29 1946  
BUREAU  
SOUS-MINISTRE  
DU TRAVAIL

CONSEIL RÉGIONAL DU TRAVAIL EN TEMPS DE GUERRE

QUÉBEC, P.Q.,

Le 28 octobre 1946.

Monsieur Gérard Tremblay,  
Sous-ministre du Travail,  
Ministère du Travail,  
QUEBEC.

Cher monsieur Tremblay,

J'accuse réception de votre lettre  
du 26 octobre, incluant une copie de la convention collec-  
tive de travail intervenue entre le Syndicat National  
Catholique de l'Industrie du Corset de Québec et "Parisian  
Corset Manufacturing Co. Ltd."

Je vous prie d'agréer, cher monsieur  
Tremblay, l'expression de mes meilleurs sentiments..

l'administrateur délégué,

Adrien Bélanger.

AB/AG

Administrative routing stamp with fields for 'BUREAU', 'Approuvé', 'Révisé', and 'Attesté'. The stamp is partially filled out and includes the initials 'AB/AG'.



MINISTÈRE DU TRAVAIL  
HÔTEL DU GOUVERNEMENT  
QUÉBEC

Québec, ce 26 octobre 1946.

MEMO destiné à

l'Administrateur délégué,  
Conseil Régional du Travail,  
QUÉBEC.

Monsieur,

Je vous inclus, pour l'action opportune, une copie de cette convention collective de travail intervenue le 1er septembre 1946 et conclue sous la Loi des Syndicats professionnels entre le Syndicat National Catholique de l'Industrie du Corset de Québec et "Parisian Corset Manufacturing Co. Ltd., 599, St-Valier, Québec.

Cette convention a été déposée aux archives du ministère du Travail, le 27 juin 1946.

Sincèrement à vous,

MC. incl.

Le sous-ministre

H-16





**MINISTÈRE DU TRAVAIL**  
**PROVINCE DE QUÉBEC**

Québec, ce 26 octobre 1946.

MEMO destiné à La Commission de Relations ouvrières,  
286, rue St-Joseph,  
Québec.

Sujet: Convention collective entre le Synd. National Catho-  
de l'Industrie du Corset de Québec et "Parisian Corset Mfr  
Co. Ltd." 599, St-Valier, Québec

Conformément aux prescriptions du deuxième paragraphe de l'article 19-A de la Loi des Relations ouvrières (S.R.Q. chapitre 162-A et amendements), je vous inclus, pour dépôt, deux copies certifiées de cette convention datée du **1er septembre 1946** et déposée au ministère du Travail le **27 juin 1946** sous le numéro **230** en exécution de la Loi des Syndicats professionnels (S.R.Q., 1941, chapitre 162 et amendements).

Sincèrement à vous,

Le sous-ministre



**MINISTÈRE DU TRAVAIL**  
**PROVINCE DE QUÉBEC**

Québec, ce 26 octobre 1946.

MEMO destiné à Commission du Salaire Minimum,  
286, rue St-Joseph,  
Québec.

Sujet: Conv. collect. entre le Synd. Nat. Cath.  
de l'Industrie du Corset de Québec et "Parisian  
Corset Mfrs. Co.Ltd." 599, St-Valier, Québec

Monsieur,

Je vous inclus une copie de cette convention conclue  
sous la Loi des Syndicats Professionnels, (S.R.Q., 1941, chapitre 162  
et amendements), datée du 1er septembre 1946 et déposée au ministère du  
Travail sous le numéro 230.

Sincèrement à vous,

Le Sous-ministre

H-15





DEPARTMENT OF LABOUR  
PARLIAMENT BUILDINGS  
QUEBEC

Quebec, June 28th, 1946.

Mr. G.R. Patterson, Comptroller,  
Parisian Corset Manufacturing Co. Ltd.,  
599, St-Valier St.,  
Quebec.

Dear Sir:-

Enclosed please find a certificate of the deposit made with the Department of Labour on **June 27th, 1946** under Number **230** of the Collective Agreement under the Professional Syndicates' Act (R.S.Q., 1941, Chapter 162 and amendments) between "**Le Syndicat National Catholique de l'Industrie du Corset de Québec**" and Parisian Corset Manufacturing Co. Ltd., 599, St-Valier St., Quebec.

The labour association party to the agreement having been certified on **February 12th, 1945** as bargaining agent by the Quebec Labour Relations Board, the deposit of such agreement with the Department of Labour has also the effect of the deposit contemplated in the Labour Relations Act (R.S.Q., 1941, Chapter 162-A and amendments).

May I also remark that under the Federal Wartime Wages Control Order, 1943 (C.P. 9384 and amendments) it is necessary to receive, previous to the enforcement of the provisions of the deposited agreement, should same have for effect a modification of the working conditions, an authorization from the Regional War Labour Board, 13 d'Aiguillon Street, Quebec.

Sincerely yours,

MC.  
encl.

Deputy Minister.



MINISTÈRE DU TRAVAIL  
HÔTEL DU GOUVERNEMENT  
QUÉBEC

Québec, ce 28 juin 1945

Monsieur J.H. Boudreau, Président,  
Le Syndicat National Catholique de l'Industrie  
du Corset de Québec,  
19, rue Caron,  
Québec.

Monsieur,

Je vous inclus un certificat constatant  
le dépôt fait au ministère du Travail, le 27 juin 1945  
sous le numéro 230 de la convention collective conclue  
sous la Loi des Syndicats professionnels (S.R.Q., 1941,  
chapitre 162 et amendements) et intervenue entre  
Parisian Corset Manufacturing, Limited, et Le Syndicat  
National Catholique de l'Industrie du Corset de Québec.

février 1945 La partie ouvrière ayant été reconnue le 12  
comme agent négociateur par la Commission  
des Relations ouvrières de Québec, le dépôt de cette con-  
vention au ministère du Travail a aussi les effets du dépôt  
exigé par la Loi des Relations ouvrières (S.R.Q., 1941,  
chapitre 162-A et amendements).

Je vous fais remarquer qu'en exécution de l'or-  
donnance fédérale de 1943, régissant les salaires en temps de  
guerre (C.P. 9384 et amendements), il vous faudra, préalable-  
ment à l'application des dispositions de la convention déposée,  
si elles comportent une modification des conditions de travail,  
obtenir l'approbation du Conseil Régional du Travail en temps  
de guerre, 13, rue d'Aiguillon, Québec.

Veuillez agréer l'expression de mes meilleurs  
sentiments.

Le Sous-ministre

Province de Québec



Province of Quebec

MINISTÈRE DU TRAVAIL

DEPARTMENT OF LABOUR

**Loi des Syndicats Professionnels**

**Professional Syndicates' Act**

(S.R.Q., 1941, chapitre 162 et amendements)

(R.S.Q., 1941, Chapter 162 and amendments)

**CERTIFICAT DE DÉPÔT D'UNE CONVENTION COLLECTIVE  
CERTIFICATE OF DEPOSIT OF A COLLECTIVE AGREEMENT**

Numéro **250**  
Number

Les présentes établissent que le **vingt-septième**  
*It is hereby certified that on the*

jour du mois de **juin**  
*day of the month of*

mil neuf cent quarante-**six**  
*nineteen hundred and forty-*

le ministère du Travail a reçu de  
*the Department of Labour has received from*  
**Parisian Corset Manufacturing Co. Ltd.**

**Mr. G.R. Patterson, Comptroller for**

la convention mentionnée ci-après, laquelle a été déposée sous le numéro **250**  
*the hereinafter mentioned agreement, which has been deposited under Number*

savoir:  
*to wit:*

Une convention collective en date du **1er septembre 1946**  
*A collective agreement under date of*

intervenue entre: **Parisian Corset Mfg., Ltd., et le Syndicat National Catholique**  
*between: de l'Industrie du Corset, Québec.*

Donné en l'Hôtel du Gouvernement, en la cité de Québec,  
*Given in the Government House, in the City of Quebec,*

Sceau - Seal

ce **vingt-huitième**  
*this*

jour du mois de  
*day of the month of*

**juin**

mil neuf cent quarante-**six**  
*nineteen hundred and forty-*

MC.

.....  
Sous-ministre

.....  
Deputy Minister

**Parisian Corset Manufacturing**  
COMPANY LIMITED  
**Foundation Garments**  
ESTABLISHED 1894

**NATURES RIVAL**  
**Le Sant**  
**Alure**  
HEAD OFFICE & FACTORY  
599 ST. VALIER ST.  
**Quebec,**  
CANADA.

MONTREAL: 804 CONFEDERATION BLDG.  
TORONTO: 84 WELLINGTON STREET, WEST.

June 26th, 1946.

Provincial Department of Labour  
 Parliament Buildings  
 Quebec, P. Q.

**LETTRE REÇUE**

JUN 27 1946

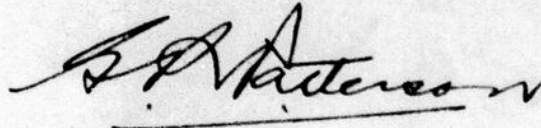
**BUREAU DU**  
**SOUS-MINISTRE**  
**DU TRAVAIL**

Dear Sirs:

We are enclosing herewith one copy of the latest agreement with Le Syndicat National Catholique de l'Industrie du Corset de Quebec which becomes effective September 1st, 1946.

Yours very truly,

PARISIAN CORSET MFG. CO. LIMITED



G. R. Patterson  
 Comptroller.

BUREAU DU	
Préparer référence à:	
Apporter dossier <b>GRP:G</b>	
Préparer	réquisition
	arrêté ministériel
	projet de réponse
	avis de publication
Attester réception	
M'en causer	
Faire le nécessaire	
Faire honneur	
Casser	

CONVENTIONS COLLECTIVES		
VISA DE	Date	Par
Estampille	OK	
Signatures	OK	
Incorporation	16-1-39	H
Reconnaissance	12-2-45	
Numerotage	230	
Formule	H-4	

a

QUEBEC, le 1er juin 1944.

Mademoiselle H.S. Germain, secrétaire,  
Syndicat N.C. de l'Industrie de Corset,  
19, rue Caron,  
QUEBEC.

RE: Parisian Corset Mfg. Ltd.  
et  
SYND. N.C. DE L'IND. du CORSET, Que.

Mademoiselle,

Votre demande de reconnaissance syndi-  
cale pour représenter tous les employés, à l'exception de  
ceux du bureau, de la compagnie ci-dessus mentionnée a  
été étudiée par la Commission de Relations Ouvrières de  
Quebec lors de sa dernière séance.

Celle-ci, après s'être conformée aux  
exigences de la Loi à cet effet, décide, par les présentes,  
de reconnaître officiellement le Syndicat N.C. de l'Indus-  
trie du Corset, Québec, comme agent négociateur pour re-  
présenter tous les salariés, à l'exception des employés  
couverts par le Décret No. 555 et amendements relatif à la  
fabrication des boîtes de carton et des employés de bureau,  
à l'emploi de la compagnie Parisian Corset Mfg. Ltd., aux  
fins de conclure avec celle-ci une convention collective  
de travail, le tout conformément aux dispositions de la  
Loi des Relations Ouvrières de Québec

Bien à vous,

Le secrétaire

Vraie Copie:

P.E. Bernier, LL.L  
/mg  
RECOMMANDEE  
C.R.O. 198-Q

5

LE SYNDICAT NATIONAL CATHOLIQUE DE L'INDUSTRIE DU CORSET

DE QUEBEC

19, rue Caron, Quebec

Quebec, le 18 juin 1946.

---

Extrait du Procès-verbal de l'assemblée  
tenue le 14 juin 1946. au local des syn-  
dicats Catholiques. 19 rue Caron, Québec.

---

Il a été résolu à l'unanimité que le  
président et la secrétaire du Syndicat Na-  
tional Catholique de l'Industrie du Corset  
de Québec soient autorisée à signer, pour  
et au nom dudit Syndicat, la convention  
collective négociée avec la compagnie  
Parisian Corset, et qui doit entrer en  
vigueur à partir du 1er septembre 1946,  
conformément aux dispositions de la Loi  
des Relations ouvrières.

Adopté

Signed Therese Denoncourt.

e

June 20th, 1946.

Copy of a Resolution of the Board of Directors of the  
Parisian Corset Manufacturing Company Limited held at  
the Head Office of the Company at 599 St. Valier Street,  
Quebec, Quebec, at 10:00 o'clock in the forenoon

"It was moved, seconded and unanimously RESOLVED:

"That the Board of Directors of the Company  
do hereby approve the agreement with Le  
Syndicat National Catholique de l'Industrie  
du Corset de Québec taking effect September  
1st, 1946, and they do hereby authorize  
George Roy Patterson to sign the said  
agreement on behalf of and for the Company"

Carried

*Hazel Paul Ross*  

---

**Secretary-Treasurer.**

COLLECTIVE LABOUR AGREEMENT

concluded according to the provisions of the Labour Relations Act of the Province of Quebec (c.162, R.V.Q. 1941) this first day of the month of September in the year one thousand nine hundred and forty-six, between

THE PARISIAN CORSET MFG. CO. LTD., of QUEBEC,

PARTY OF THE FIRST PART,  
Hereinafter called the "Employer",

and

THE NATIONAL CATHOLIC SYNDICATE IN THE CORSET INDUSTRY OF QUEBEC, INC.,

PARTY OF THE SECOND PART,  
Hereinafter called "The Union".

1.- The Parisian Corset Mfg. Co. Ltd. recognizes the National Catholic Syndicate in the Corset Industry of Quebec as representing all the Company's present and future employees, male and female, for the duration of the present agreement, with the exception of those subject to the provincial decree respecting the manufacture of paper boxes, and with the further exception of office employees.

2.- The Province of Quebec Labour Relations Commission certificate establishing the Union's character as representative of the corset industry employees in the employ of the Parisian Corset Mfg. Co. Ltd., is produced as appendix "A" to the present agreement.

3.- The Union's resolution approving the agreement and authorizing the president and the secretary to sign it, is produced as appendix "B" to the present agreement.

4.- The Company's resolution approving the agreement and authorizing one of its officers to sign it, is produced as appendix "C" to the present agreement.

5.- The Union binds itself to cooperate with the Employer to ensure discipline as well as the best possible production in the latter's establishment.

6.- All employees, male and female, subject to the present agreement are obliged to be members of the Union, and the Employer binds himself, when regularly called upon so to do and on the production of a resolution of the said Union in due form to that effect, to deduct from the employees' pay once a month, for the benefit of the Union, the employees' union contributions.

7.- The Union will select three of its officers or members to form the employees' grievance committee. The names of the members of the said committee will be submitted to the Employer. This committee will, as a general rule, meet once a month together with the Employer and/or his authorized representative or representatives to discuss and settle grievances submitted by employees. When necessary, meetings between the grievance committee and the Employer may be more frequent. The Employer binds himself to receive the grievance committee whenever the latter so requests. The place, date, and hour of meetings will be determined according to verbal understanding between the parties.

8.- In the event that any difference arise between the parties which cannot be settled amicably, such difference shall be submitted first to conciliation then, if necessary, to arbitration, in conformity with the provisions of the Labour Relations Act of the Province of Quebec (c.162A R.S.Q. 1941).

9.- The Employer binds himself to grant a vacation of one week per annum with pay, to every employee, male or female, who has been at least one year in his employ. The pay for such vacation week shall be at the employee's regular rate for a normal week of forty-four hours. In the case of female employees on piece work, the rate of thirty-two cents and a half (\$0.32½)

(\$0.32 $\frac{1}{2}$ ) is accepted as the basis of calculation for vacation pay. Vacations shall be granted during the summer season, their dates determined by understandings reached between the grievance committee and the Employer.

10.- The normal work-week shall be forty-four hours at regular rate of pay. All hours worked in excess of forty-four hours a week shall be paid for at time and one-half.

11.- The Employer binds himself to pay the following minimum wages for the duration of the present agreement:

a) No female employee entering the service of the Employer without previous experience, shall be paid wages lower than those in the following schedule:

First six months.....	\$0.18 $\frac{1}{2}$	an hour
Second six months.....	0.22 $\frac{1}{2}$	" "
Third six months.....	0.27 $\frac{1}{2}$	" "

b) In the case of female employees on piece work, the basic rate shall be thirty-two cents and one-half (\$0.32 $\frac{1}{2}$ ) per hundred (100) points, under the present system or production. And the present method of calculating the production bonus shall be continued and remain in force for the duration of the present agreement.

c) In the cutting department, the following scale and ranges shall be in force for the duration of the present agreement:

	<u>Range</u>
Apprentices.....	from \$0.25 to \$0.50 an hour
Skilled cutters...	from \$0.50 to \$1.25 an hour

In the case of the "coupours de bandes" the following range shall be in force:

	<u>Range</u>
"Coupours de bandes"	from \$0.30 to \$0.60 an hour

d) In the case of other employees, male or female, working by the hour, present rates shall be increased in the same proportion as the basic rate of female employees on piece work (i.e. \$0.02 $\frac{1}{2}$  per hour) which basic rate is dealt with in paragraph "b" above.

No male employee entering the service of the Employer shall be paid wages lower than the following range, as far as he will be classified as helper.

	<u>Range</u>
Helpers.....	from \$0.16 to \$0.25 an hour.

12.- Nothing in the present agreement is presumed to deprive the employees of any benefits ordered or intended for them by Federal or Provincial legislation.

13.- At the suggestion of the Industrial Production Joint Committee, the parties agree to constitute a Joint Production Committee, which labour representatives will be selected by the Union. The number of members on this Committee will be determined after understanding between the parties, and an authorized representative of the aforesaid Committee will be invited to attend its formation and give to the interested parties the information which could be required.

14.- The present agreement is in force for a period of twelve months, after which time it may be renewed automatically from year to year, unless one of the parties gives to the other notice in writing forwarded as a registered letter, of his intention to either modify or cancel the agreement. The said notice must be given between the sixtieth and the thirtieth day before the termination of each twelve months period.

DONE AT QUEBEC, this first day of the month of September, in the year one thousand nine hundred and forty-six, and signed in triplicate by the authorized representative of the parties.

THE PARISIAN CORSET MFG. CO. LTD.

*E. A. Waterson*  
Authorized Representative

THE NATIONAL CATHOLIC SYNDICATE IN THE CORSET INDUSTRY OF QUEBEC, INC.

*J. D. Bourdeau*  
President of the Syndicate  
*Therese Demouveau*  
Secretary of the Syndicate

Witnesses: *William Ross*  
\_\_\_\_\_